

unité départementale des Côtes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 16 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAS NICOL ENVIRONNEMENT**

9 rue René Descartes  
ZA de Sainte-Croix  
22190 PLERIN

Code AIOT : 0005506331

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement SAS NICOL ENVIRONNEMENT implanté Le Grognet 22190 PLERIN. L'inspection a été annoncée le 25/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS NICOL ENVIRONNEMENT
- Le Grognet 22190 PLERIN
- Code AIOT : 0005506331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La Société NICOL Environnement exploite une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux de construction (ISDND amiante) et de déchets inertes (ISDI), au lieu-dit Le Grognet sur la commune de PLERIN.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect de l'arrêté de mise en demeure du 01/09/2021
- Suivi des retombées de poussières

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions constructives des casiers mono-déchets	AP de Mise en Demeure du 01/09/2021, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fréquence auto-surveillance des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 01/09/2021, article 3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Paramètres auto-surveillance des eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 01/09/2021, article 4	/	Sans objet
4	Capacité annuelle de stockage d'amiante lié	AP de Mise en Demeure du 01/09/2021, article 5	/	Sans objet
5	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 66	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que de nombreux travaux et actions ont été mis en oeuvre pour lever les non-conformités constatées.

Concernant la surveillance des eaux, le prestataire ayant changé en cours d'année, un délai supplémentaire est nécessaire pour permettre à l'exploitant de réaliser une année complète avec son nouveau prestataire.

De même pour la vérification des dispositions constructives du casier amiante, les mesures étant en cours de réalisation lors de l'inspection, un délai supplémentaire est nécessaire pour permettre à l'exploitant de transmettre ses résultats.

L'exploitant a su démontrer qu'il mettait tout en oeuvre pour exploiter son site conformément à la réglementation. Il a également montré qu'il était attentif à son autosurveillance et qu'il n'hésitait pas à mettre en place rapidement des actions pour corriger les écarts constatés.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dispositions constructives des casiers mono-déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/09/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions constructives des subdivisions de casiers d'amiante lié
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société NICOL ENVIRONNEMENT procède à la mise en conformité de son site vis-à-vis du respect des caractéristiques techniques du casier recevant les déchets d'amiante liés, conformément à l'article 40 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux :</p> <p>« Pour les casiers mono-déchets dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, la protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le fond des casiers de stockage présente une perméabilité inférieure à <math>1.10^{-7}</math> m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur ;</li> <li>- les flancs des casiers de stockage présentent une perméabilité inférieure à <math>1.10^{-7}</math> m/s sur au moins 0,5 mètre d'épaisseur.</li> </ul> <p>La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. [...] »</p> <p>L'exploitant assurera cette mise en conformité réglementaire, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, en réalisant une étude de perméabilité des fonds et flancs des subdivisions de casier en cours d'utilisation.</p> <p>Il transmettra à l'inspection des installations classées les résultats de l'étude sous un délai de 1 mois à compter de la réception des résultats.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une étude de perméabilité de la subdivision 1, exploitée actuellement, a été réalisée. Les résultats du fond et flanc de cette subdivision ont été transmis à l'inspection.</p> <p>Les critères de perméabilité sont respectés.</p> <p>Le plan détaillé des subdivisions du casier amiante a également été transmis par mail post-inspection.</p> <p>Les subdivisions 3 et 4 ne sont actuellement pas ouvertes.</p> <p><b>L'exploitant devra transmettre à l'Inspection, dans un délai d'un mois, les résultats de la subdivision 2 également en cours d'exploitation.</b></p> <p>Les matériaux argileux utilisés, de coefficient <math>10^{-9}</math>, proviennent des déchets de lagune de la carrière de Tréglamus (analyses réalisées sur les paramètres techniques et environnementaux au préalable). Cet argile est installée sur les subdivisions du casier amiante. Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un stock permanent de ce matériau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : Fréquence auto-surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/09/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des fréquences
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société NICOL ENVIRONNEMENT procède à la mise en conformité de son site vis-à-vis du respect de la fréquence trimestrielle des analyses de ses eaux de ruissellement, conformément à l'article 8-3 de son arrêté préfectoral complémentaire du 04/11/16 :</p> <p>« Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance :</p> <p>L'autosurveillance comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Suivi de la qualité des rejets au milieu naturel :</li><li>◦ en phase d'exploitation (phase d'admission et de stockage de déchets) : analyse trimestrielle de l'ensemble des paramètres listés à l'article 5 du présent arrêté. [...] »</li></ul> <p>L'exploitant assurera cette mise en conformité réglementaire en respectant les fréquences de son autosurveillance.</p> <p>Il veillera à renseigner régulièrement l'application GIDAF.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis ses rapports d'analyses 2021 et 2022 par mail du 03/05/2022. Il a été constaté qu'il manquait les analyses sur le 3ème trimestre.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ce manquement était dû au changement de prestataire sur cette période.</p> <p>L'exploitant a indiqué que depuis le changement, la fréquence est respectée. <b>Compte-tenu de ce changement, un délai supplémentaire est accordé pour vérifier le respect des fréquences pour l'année 2022.</b></p> <p>Concernant l'application GIDAF, il a été constaté que le premier trimestre 2022 n'avait pas été renseigné. <b>L'Inspection a rappelé à l'exploitant que l'enregistrement de son autosurveillance sous GIDAF doit être réalisé de façon régulière (à minima 1 fois par trimestre) et ne pas attendre une saisie complète en fin d'année.</b></p> <p>Lors de la visite, une information générale sur les piézomètres a été faite par l'Inspection, notamment sur la mesure en mètre NGF et la nécessité de mettre une plaque d'identification sur chaque piézomètre.</p> <p>La visite du site a permis de constater que le bassin avait été curé. L'exploitant a indiqué qu'un premier curage avait été réalisé en novembre 2021 par pelle mécanique mais qu'il restait à finir de curer manuellement au niveau de la bêche. L'exploitant a précisé que ça n'avait jamais été fait auparavant. Les BSD des boues de curage du bassin ont été transmis à l'Inspection.</p> <p>Enfin, il a été constaté un état fortement chargé en boues du rotoluve. <b>L'exploitant devra réaliser un nettoyage complet de son rotoluve avec curage.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 3 : Paramètres auto-surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/09/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des paramètres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            La société NICOL ENVIRONNEMENT procède à la mise en conformité de son site vis-à-vis du respect de l'ensemble des paramètres à analyser pour les eaux souterraines, conformément à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux :</p> <p>« L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les 6 mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Mn + Cd + Hg + Fe + As + Zn + Sn), NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX</li> <li>• Biologiques : DBO<sub>5</sub></li> <li>• Bactériologiques : E. coli, bact. coliformes, entérocoques, salmonelles</li> <li>• Autres : hauteur d'eau.</li> </ul> <p>[...] »</p> <p>L'exploitant assurera cette mise en conformité réglementaire en analysant l'ensemble des paramètres applicables à son autosurveillance.            Il veillera à renseigner régulièrement l'application GIDAF.</p>
<p><b>Constats :</b>  <b>Il a été demandé à l'exploitant de joindre sous GIDAF ses rapports d'analyses.</b> En effet, cela permet ainsi à l'Inspection de les télécharger et de pouvoir vérifier et analyser tous les paramètres applicables sur le site.</p> <p>Pour les eaux souterraines, sur mai 2021, il a été constaté l'absence de la résistivité et du paramètre NO<sub>2</sub><sup>-</sup>.            Lors de l'inspection, la consultation du rapport d'analyses de novembre 2021 d'un des piézomètres a permis de constater que la résistivité avait été rajoutée.            Pour le paramètre NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, les nitrites sont analysés avec une mesure donnée en mg NO<sub>2</sub>/l.  <b>L'exploitant va demander à son laboratoire de confirmer si cette mesure correspond bien au paramètre imposé.</b></p> <p>L'exploitant a transmis lors de la visite les analyses des eaux souterraines de novembre 2021 et février 2022. Il a confirmé qu'il avait bien signalé au laboratoire que pour les eaux souterraines une analyse en basses et hautes eaux devait être réalisée.</p> <p><b>L'Inspection a demandé à l'exploitant de demander à son laboratoire de fournir les hauteurs d'eaux en mètre NGF pour les prochaines analyses.</b>  <b>Lors de la visite, l'Inspection a également donné des informations sur l'intérêt de mettre en place un bilan quadriennal pour les eaux souterraines.</b> Ce bilan permet de voir l'évolution de la qualité des eaux souterraines sur cette période quadriennale.</p> <p>Pour les eaux pluviales, il a été constaté sur les analyses de novembre 2021 que le nouveau prestataire a bien pris en compte les bons codes SANDRE pour les CN libres et les hydrocarbures totaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Capacité annuelle de stockage d'amiante lié**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/09/2021, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect de la capacité annuelle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société NICOL ENVIRONNEMENT procède à la mise en conformité de son site vis-à-vis du respect de sa capacité annuelle autorisée de stockage de déchets d'amiante liés, conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 septembre 2020 :</p> <p>« [...] ISDND :</p> <p>Quantité maximale annuelle : 4 700 T/an de déchets d'amiante liés à des matériaux inertes.</p> <p>Quantité totale : 80 000 T</p> <p>Fin d'exploitation : 10/08/2027</p> <p>[...] »</p> <p>L'exploitant assurera cette mise en conformité réglementaire :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• soit en respectant sa capacité annuelle autorisée de déchets d'amiante liés ;</li><li>• soit en déposant un dossier de porter à connaissance demandant l'augmentation de cette capacité après évaluation de l'ensemble des impacts présents sur le site ;</li></ul> <p>Dans le cas d'une demande d'augmentation, le dossier devra être déposé avant le 1er septembre 2021.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel et courrier du 01/10/2021, la SNE a transmis un porter à connaissance demandant l'augmentation de sa capacité annuelle de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux de construction.</p> <p>La capacité actuellement prescrite est de 4 700 tonnes / an, la société souhaite passer à 6 500 tonnes / an afin de pouvoir absorber les chantiers exceptionnels comme réalisés en 2020 et 2021.</p> <p>Le dossier de porter à connaissance reprend l'analyse des enjeux et impacts de cette activité. L'instruction du dossier ne montre pas d'impact supplémentaire engendré par cette demande d'augmentation de capacité annuelle.</p> <p>La capacité totale restant inchangée.</p> <p>L'exploitant a déclaré sous GEREP, en 2021, 5 707 tonnes de déchets d'amiante lié reçu ce qui est conforme à sa nouvelle demande.</p> <p><b>La demande de la société Nicol Environnement pour augmenter son seuil actuel de capacité annuelle de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sera actée dans un arrêté préfectoral complémentaire ultérieur.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Suivi des retombées de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'article 25 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé est remplacé par :  « Art. 25. L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. [...]»</p> <p>Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m<sup>2</sup>/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  La campagne de mesures a été réalisée du 18/05 au 22/06/2022.</p> <p>Les mesures montrent des dépassements sur 3 points (1, 2 et 5), dont 2 récurrents. Des mesures ont été mises en place. Pour la campagne 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le point 2 qui était fortement en dépassement est passé de plus de 700 à 238 (valeur limite à 200) grâce à la mise en place d'enrobé sur la piste, ce qui est encourageant.</li> <li>- le point 1 est situé en haut du site, proche d'une parcelle agricole (prairie) ce qui pourrait expliquer le dépassement (activité générant beaucoup de poussière à proximité). L'exploitant va voir pour mettre en place un témoin de l'activité agricole.</li> <li>- concernant le point 5, l'exploitant n'a pas d'explication hormis un lien avec la végétation très présente car c'est la première année où ce point est en dépassement. <b>A surveiller pour 2022. Si ce point est de nouveau en dépassement, l'exploitant devra réfléchir aux actions à mettre en place avant 2023.</b></li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet